

Bruxelles, le 3.11.2022  
C(2022) 7638 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 3.11.2022**

**relative au financement de mesures particulières en faveur de la République du Soudan  
2022 – Partie I**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 3.11.2022

## relative au financement de mesures particulières en faveur de la République du Soudan 2022 – Partie I

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 23, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre des mesures particulières en faveur de la République du Soudan pour 2022, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) Les mesures particulières en faveur de la République du Soudan ont pour principal objectif de venir en aide aux citoyens de la République du Soudan. La promotion des droits de l'homme, la participation des jeunes et des femmes aux processus de pacification et de démocratisation, ainsi que la prestation de services éducatifs sont les principaux axes de cette première série de mesures particulières.
- (4) Conformément à l'article 23, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947, le recours à des mesures particulières sans document de programmation est ici justifié afin de tenir l'engagement pris envers la population et la société civile soudanaises de maintenir le processus de démocratisation. Le programme indicatif pluriannuel (PIP) en faveur du Soudan est actuellement suspendu en raison des événements politiques survenus en

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> <https://www.sanctionsmap.eu/#/main>. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

octobre 2021 dans le pays. Le Soudan se trouve à un moment critique où l'aide sur les questions liées aux droits de l'homme et au développement humain est déterminante pour permettre aux plus vulnérables d'accéder aux services de base et à une protection. L'UE entend en outre renforcer l'action en matière d'éducation civique pour les jeunes, ces derniers jouant un rôle fondamental dans la transition du pays vers un gouvernement dirigé par des civils.

- (5) L'action n° 1, intitulée «Promouvoir la transformation démocratique et la cohésion nationale au Soudan dans le plein respect des droits de l'homme», vise à faire progresser la transition démocratique et à renforcer la cohésion nationale en République du Soudan, dans le plein respect des droits de l'homme, en promouvant la protection des civils, une participation active des femmes et des jeunes au processus de démocratisation, de même que d'autres membres de la société civile, en consolidant le respect de la liberté de réunion et d'expression, en protégeant les défenseurs des droits de l'homme et en garantissant l'accès à la justice, l'égalité hommes-femmes et les droits de l'homme dans les centres de détention.
- (6) L'action n° 2, intitulée «Éducation de qualité inclusive pour les enfants les plus vulnérables au Soudan», vise à soutenir les enfants, en particulier les plus vulnérables et les plus marginalisés, afin qu'ils aient accès à une éducation meilleure, plus sûre et plus inclusive grâce à la création d'un environnement plus sécurisant, protecteur et propice pour les filles et les garçons vulnérables, y compris les enfants handicapés, les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays, ainsi que les autres enfants déscolarisés.
- (7) L'action n° 3, intitulée «Mesures d'appui au Soudan pour la facilité de coopération», vise à contribuer à un usage efficient et efficace des financements et de la position de l'UE en tant que partenaire privilégié pour le pays en apportant un soutien complémentaire aux actions en cours, à soutenir l'identification et la formulation de nouvelles actions présentant un intérêt pour l'engagement de l'UE dans la République du Soudan, et à apporter une aide à la coopération et la mise en œuvre conjointes avec les États membres de l'UE, notamment les initiatives de l'Équipe Europe pour le Soudan. Elle vise aussi à renforcer la sensibilisation aux valeurs de l'UE et à son partenariat avec le pays, leur compréhension et leur soutien.
- (8) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (9) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.
- (11) À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier<sup>4</sup> et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

---

<sup>4</sup> À l'exception des cas visés à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (12) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (1) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

*Article premier*  
*La mesure*

La décision annuelle de financement, qui constitue la mesure annuelle pour la mise en œuvre des mesures particulières en faveur de la République du Soudan pour 2022 (partie I), telles qu'elles figurent dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- (a) «Promouvoir la transformation démocratique et la cohésion nationale au Soudan dans le plein respect des droits de l'homme», qui fait l'objet de l'annexe I;
- (b) «Éducation de qualité inclusive pour les enfants les plus vulnérables au Soudan», qui fait l'objet de l'annexe II;
- (c) «Mesures d'appui au Soudan pour la facilité de coopération», qui fait l'objet de l'annexe III.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2022 est fixé à 48 000 000 EUR, à financer sur les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

– ligne budgétaire BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.2 des annexes I et II.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>5</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi

---

<sup>5</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant que ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 5*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans les annexes, sélectionnés conformément au point 4.4.1 des annexes I et II.

Fait à Bruxelles, le 3.11.2022

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*